

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Luttes-sociales-au-Mexique>

Luttes sociales au Mexique

- Les Cousins - Mexique -

Date de mise en ligne : lundi 3 février 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Quatre mille paysans mexicains ont évité l'expropriation de leurs terres en mettant en échec le projet de construction d'un nouvel aéroport international sur la commune d'Atenco, près de Mexico.

Par Zacharie Mechali,

Rouge, 23.01.03.

Le Front des peuples pour la défense de la terre, créé en octobre 2001 dans une zone périurbaine de la ville de Mexico, est formé de paysans issus pour la plupart de la municipalité d'Atenco. Ils se sont organisés pour s'opposer à un projet de construction d'un nouvel aéroport international qui devait se traduire par l'expropriation de leurs terres. Ce projet de deux milliards d'euros, financé à 70 % par des capitaux étrangers, prévoyait non seulement la construction d'un aéroport moderne, dont les dimensions étaient comparables à celles des aéroports étatsuniens, mais aussi celle d'un vaste réseau routier et autoroutier entre Mexico et sa périphérie.

Expropriation

Les paysannes et paysans (ils sont plus de 4 000 sur 4 500 hectares environ) de la région concernée par l'expropriation ne se sont pas laissés convaincre par le discours des investisseurs, vantant la source de développement et d'emplois durables pour la région et ses travailleurs. Leur lutte s'est structurée autour trois principes : leurs terres ne sont pas à vendre car elles sont un patrimoine révolutionnaire qui doit rester aux mains des communautés paysannes ; la rentabilité du capital ne peut déterminer les choix d'investissement et d'aménagement du territoire ; la sécurité alimentaire du pays est un principe fondamental qui doit se traduire par la protection des paysanneries mexicaines.

Très rapidement, la lutte s'est orientée non seulement contre le projet, mais aussi contre la politique néolibérale du gouvernement qui applique à la lettre les préceptes du Fond monétaire international (FMI), notamment sur la question des "avantages comparatifs" : le Mexique doit avant tout rester producteur de main-d'oeuvre bon marché servant au développement de zones franches et des maquiladoras (1) financées par le capital étranger. Cette politique se matérialise ici par la croissance démesurée de la ville au détriment de la campagne, dont les activités sont jugées peu rentables. Il s'ensuit un mécanisme de prolétarianisation de la paysannerie qui alimente les bidonvilles utilisés comme des réservoirs de main-d'oeuvre par le capital.

Mouvements sociaux

Cette progression de l'espace urbain a généré un climat social tendu à la périphérie de Mexico. Plusieurs mouvements sociaux se sont succédés dans la région d'Atenco depuis une vingtaine d'années. Tous ces mouvements paysans ont pour point commun la défense des moyens de production agricoles, principalement l'eau et la terre : par exemple, le Front de lutte pour l'eau, la terre et la liberté, qui s'est mis en place en 1982, en résistance à un projet d'adduction d'eau depuis une zone rurale à 40 km de Mexico (où elle était utilisée pour l'irrigation) vers le centre de cette ville pour la consommation des urbains. Autre exemple : la Commission de défense de la terre créée en 1992 pour protester contre la construction d'une autoroute qui devait déboucher sur l'expropriation d'un grand nombre de paysans, dont ceux d'Atenco. Ces différents mouvements inscrivent leur action dans la continuité de la Révolution mexicaine et souvent dans le cadre d'une réflexion marxiste, avec le soutien d'étudiants et d'universitaires de Mexico et de Chapingo.

Le mouvement des paysans d'Atenco est celui qui a pris le plus d'ampleur. Par la remarquable détermination de sa base d'abord : plus de 4 000 paysans menacés d'expropriation ont fait le choix de défendre la terre, quel que soit le montant de l'indemnité proposée par les autorités (les prix sont passés, en l'espace de six mois, de sept à cinquante

pesos au m²), et ce au péril de leur vie. Cette pugnacité a débouché sur des pratiques de confrontation risquées et dangereuses, que ce soit à l'occasion de grandes marches à Mexico, dans lesquelles les paysans arrivent à pied ou à cheval, la machette à la main, lors des actions de blocage des axes de circulation, de destruction de camions Coca-Cola, ou encore lors des séquestrations de représentants des forces de l'ordre ou d'ingénieurs venus inspecter leurs parcelles. L'un des leaders du mouvement est mort après s'être fait tabasser par la police.

Cet acharnement dans la lutte a rapidement effrayé l'Etat et les investisseurs, d'autant que la majorité de la population mexicaine et une cinquantaine d'organisations soutiennent le mouvement. Il a débouché, en juillet dernier, sur une victoire totale du Front des peuples pour la défense de la terre : le projet de l'aéroport a été annulé. Après moins d'un an d'existence, ce mouvement est donc parvenu à repousser un projet d'investissement colossal, le plus ambitieux que n'ait jamais entrepris un président mexicain.

S'inscrivant dans la lutte entreprise par les zapatistes de la révolution mexicaine de 1910, les paysans d'Atenco se réclament d'ailleurs aujourd'hui du soulèvement zapatiste de 1994 et sont soutenus par le Front zapatiste de libération nationale (FZLN). Ils ont développé des structures autonomes, indépendantes des partis politiques et veulent aujourd'hui se constituer en communauté autonome zapatiste. En démontrant qu'il était possible de gagner face au néolibéralisme, ce mouvement constitue aujourd'hui l'un des poumons des luttes sociales au Mexique.

Note :

(1) Usines de montage.

© COPYLEFT ROUGE 2003.

Post-scriptum :

[Risbal](#)